

2. Droits et taxes d'accise perçus sur les spiritueux, vins et bières domestiques pendant l'année financière terminée le 31 mars 1928.

	Droits d'accise	Taxes d'accise
Spiritueux potables..	\$17,104,208	
Spiritueux non potables..	1,157,205	
Vins..		\$ 170,987
Bières..	234,220	6,320,590
Malt..	4,274,966	

Pour ce qui est de la taxe de consommation, les livres n'indiquent pas ce qui a été perçu sur chaque article en particulier, de sorte que l'on ne peut dire ce qui a été perçu de ce chef sur les spiritueux, les vins et les bières.

2. (1 et 2). Le département n'a aucune trace de droits de douane et taxes d'accise perçus sur les spiritueux domestiques ou importés qui ont été exportés du Canada postérieurement à leur déclaration en douane.

LES PUBLICATIONS DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE

M. SPENCE demande:

1. Combien de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture employés au service des publications et de la distribution, édifice Daly, reçoivent un traitement de vingt dollars (\$20) par semaine ou moins?

2. Quel est le traitement et quelles sont les fonctions de chacun?

L'hon. M. MOTHERWELL (ministre de l'Agriculture):

1. Onze actuellement, mais la plupart ne sont employés que pendant un court laps de temps, au moment où l'on distribue des publications spéciales.

2. Tous ces employés touchent \$17.10 par semaine. Ce travail consiste à trier et à cacheter des enveloppes, à ouvrir et à transporter les paquets de publications reçues de l'imprimerie et autres travaux de ce genre. Parfois ils sont chargés de porter des messages.

LES CONTRATS RELATIFS À LA RIVIÈRE DÉTROT

M. GOTT demande:

1. Le ministère de la Marine et des Pêcheries a-t-il refusé réellement d'écouter les plaintes qui lui ont été faites, après cinq années de contrats scellés pour le service des phares et des bouées dans la rivière Détroit inférieure, et refuse-t-il encore de demander des soumissions pour renouveler le contrat qui expire le 1er avril 1929?

2. Le ministère a-t-il été prié de mettre ces travaux en adjudication?

3. Le ministère a-t-il reçu des communications au sujet du renouvellement du contrat, de la part d'une autre personne que l'entrepreneur actuel?

4. Est-il exact qu'une communication à ce sujet, datée du 26 février n'a pas reçu de réponse du ministère avant le 13 mars, et seule-

ment après réception d'une autre lettre, datée le 10 mars, de la même personne?

5. Le Gouvernement a-t-il reçu, de personnes responsables, et possédant le matériel voulu pour ce travail, l'offre d'exécuter cette entreprise à un coût moins élevé que le prix mentionné au contrat actuel?

6. Quel est le prix mentionné au présent contrat?

7. Quelle est l'offre que le Gouvernement a reçue?

L'hon. M. CARDIN (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. Non.

2. Oui.

3. Oui.

4. Le département ignore s'il y a eu une communication à ce sujet en date du 26 février. Il en a reçu une datée du 27 février et un autre datée du 10 mars auxquelles il a été répondu le 13 mars.

5. On a reçu une offre du capitaine McQueen et fils, d'Amherstburg.

6. \$9,375 par année.

7. \$7,900.

LE TRANSBORDEUR DE MULGRAVE À POINT TUPPER

M. MacDONALD (Cap-Breton-Sud) demande:

1. Quel est le capital que représente le service du bac transbordeur de Mulgrave à Point Tupper?

2. Quel est le coût des têtes de lignes à Mulgrave et à Point Tupper?

3. Combien coûte l'administration de ce service de bac entre Mulgrave et Point Tupper, y compris les frais d'entretien de la pente de lancement à Mulgrave?

L'hon. M. CARDIN (ministre de la Marine et des Pêcheries):

1. \$672,782.37.

2. \$513,848.30.

3. \$170,627.31.

LE MAJOR GUSTAVE LANCTOT

L'hon. M. EDWARDS demande:

1. Quand le major Gustave Lanctôt a-t-il d'abord été nommé au département des Archives, à quel poste et à quel traitement?

2. Quelle est sa position présente et quel est son traitement actuel?

3. Quel devrait être son traitement d'après la classification du service civil?

4. Quand, de quels montants et pour quels motifs a-t-on augmenté son traitement par des appropriations spéciales du Parlement?

5. Quels montants lui a-t-on payés chaque année depuis sa nomination pour couvrir ses dépenses de voyage et autres dépenses dans les nombreux pays visités?

6. Quels pays a-t-il visités, chaque année, quelle a été la durée et les motifs de ces visites?

7. Est-il présentement absent en mission dans un pays étranger, dans l'affirmative, où et pour quel motif?

8. A-t-il apporté avec lui abondance de *a* vieux documents, *b* gravures, *c* objets d'art appartenant tous aux Archives?